

Unité départementale des Landes
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN

MONT-DE-MARSAN, le 28/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



RAYONIER A.M. TARTAS

1154 Avenue du Général Leclerc
40400 TARTAS

Nos réf : AB/IC40/22DP-758
Code AIOT : 0005202000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement RAYONIER A.M. TARTAS implanté 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 TARTAS. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAYONIER A.M. TARTAS
- 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 TARTAS
- Code AIOT : 0005202000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Oui

La société RAYONIER AM TARTAS est leader mondial sur les celluloses de spécialités utilisées pour la production des éthers cellulosiques, de la cellulose microcristalline et de la nitrocellulose. Le site est réglementé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 11/05/2005 et divers arrêtés préfectoraux complémentaires. Le site est classé Seveso seuil bas pour le stockage et l'emploi de produits toxiques par inhalation. Il est également classé IED pour la fabrication industrielle de pâte à papier et de produits chimiques inorganiques, et la combustion de combustibles dans des installations thermiques de puissance supérieure à 50 MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance en continu des rejets dans l'air, QAL et AST.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Délai pour mise en oeuvre des actions correctives |
|----|---|--|--|---|
| 1 | Mesure en continu des Sox | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 | / | A l'issue du prochain arrêt technique (Mars 2023) |
| 2 | Mesure en continu des poussières | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26 | / | A l'issue du prochain arrêt technique (Mars 2023) |
| 3 | Mesure en continu Soufre total réduit | Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.3 | / | A l'issue du prochain arrêt technique (Mars 2023) |
| 4 | Mesure en continu de paramètres | Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.3 | / | A l'issue du prochain arrêt technique (Mars 2023) |
| 5 | Mesure NH3 en continu | Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.3 | / | A l'issue du prochain arrêt technique (Mars 2023) |
| 6 | Mesure annuelle de formaldéhyde | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28 | / | Dans les 30 jours suivant le redémarrage après l'arrêt technique de mars 2023 |
| 7 | Mesure annuelle des HAP | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28 | / | Dans les 30 jours suivant le redémarrage après l'arrêt technique de mars 2023 |
| 8 | Mesure annuelle des dioxines et furanes | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 | / | Dans les 30 jours suivant le redémarrage après l'arrêt technique de mars 2023 |
| 9 | Combustible Liqueur noire | Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 1 | / | Sans objet |
| 13 | Assurance Qualité des AMS – QAL2 | AP Complémentaire du 10/01/2019, article 14 | / | Dans les 30 jours suivant le redémarrage après l'arrêt technique de mars 2023 |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Délai pour mise en oeuvre des actions correctives |
|----|---|---|--|---|
| 14 | Assurance Qualité des AMS – QAL2 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | A l'issue du prochain arrêt technique (Mars 2023) |
| 16 | Assurance Qualité des AMS – QAL3 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| 17 | VLE poussières des chaudières de récupération | Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.7 | / | A l'issue du prochain arrêt technique (Mars 2023) |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------------|--|--|-------------------|
| 10 | Assurance Qualité des AMS – QAL1 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| 11 | Assurance Qualité des AMS – QAL1 | AP Complémentaire du 10/01/2019, article 14 | / | Sans objet |
| 12 | Assurance Qualité des AMS – QAL2 | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |
| 15 | Assurance Qualité des AMS – AST | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence de nombreuses lacunes dans l'autosurveillance par l'établissement de ses rejets dans l'air. Plusieurs substances réglementées devant être mesurées en continu ne le sont pas. Pour les substances effectivement suivies en continu, le système automatique de mesure n'est pas toujours exploité selon les normes applicables (QAL2, QAL3), enfin certaines analyses périodiques ne sont pas faites, ou alors à une périodicité insuffisante. L'exploitant doit finaliser son examen de récolement aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables pour le 31 décembre 2022, comme demandé par lettre de la DREAL du 19 juillet 2022. Cet examen doit conduire à l'installation de tous les matériels de mesure en continu nécessaires afin qu'ils soient disponibles au redémarrage suivant l'arrêt technique de mars 2023, ainsi que de tout dispositif d'épuration des fumées qui seraient nécessaires pour respecter les valeurs limites d'émissions applicables. Dans un délai qui n'excédera pas 30 jours après le redémarrage de l'installation, l'exploitant fera procéder aux mesures réglementaires périodiques de l'ensemble des substances réglementées dans les fumées de ses trois chaudières par un organisme accrédité, ainsi qu'au contrôle QAL2 des nouveaux appareils de mesure en continu qu'il aura installés durant l'arrêt. Enfin, l'exploitant adressera à la DREAL, dans un délai qui n'excédera pas 60 jours après le redémarrage de l'installation, le rapport détaillé des mesures réalisées par l'organisme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure en continu des Sox

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu des Sox |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - La concentration en Sox dans les gaz résiduels est mesurée en continu. |
| Constats : L'exploitant a déclaré que les chaudières TPL et STM sont toutes deux équipées d'un dispositif de mesure en continu du SO ₂ , mais que la chaudière AEE n'en dispose pas. Même si il a été précisé à l'inspection que les mesures périodiques réalisées par des organismes agréés montrent que les rejets sont sous la valeur limite d'émission autorisée, l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2019 impose un suivi en continu du SO ₂ . |
| Observations : L'établissement installera un dispositif de mesure en continu des oxydes de soufre sur la chaudière AEE, celui-ci devra être opérationnel au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023. Il répondra aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté précité (QAL1, QAL2, QAL3 et AST). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Mesure en continu des poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu des poussières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu. |
| Constats : L'exploitant a déclaré que les chaudières TPL et AEE sont toutes deux équipées d'un dispositif de mesure en continu des poussières. Pour ce qui concerne la chaudière STM, une mesure en continue a été installée suite à la parution de l'arrêté préfectoral de l'établissement en date du 10 janvier 2019. Cependant, du fait de concentration importantes de rejets en de poussières dans les gaz à analyser, le matériel dysfonctionne. |
| Observations : L'établissement installera un dispositif de mesure en continu des poussières sur la chaudière STM, celui-ci devra être opérationnel au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023. Il répondra aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté précité (QAL1, QAL2, QAL3 et AST). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Mesure en continu Soufre total réduit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu STR |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Soufre total réduit (STR) y compris H ₂ S (6) En continu pour les fours à chaux et/ou brûleurs spécialisés de STR (4). En continu pour les chaudières de récupération. (4) Pour les installations utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane, un suivi périodique, a minima annuel, peut être effectué. (5) Pour les installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois, la surveillance s'applique sans condition sur le flux. (6) La surveillance ne s'applique qu'aux installations classées au titre des rubriques 3610a et/ou 3610b à l'exclusion des activités de production de pâte à partir de matières premières fibreuses non issues du bois. |
| Constats : L'exploitant a déclaré qu'il ne réalise aucune mesure en continu dans les fumées des chaudières TPL et STM du Soufre Total Réduit (STR). L'arrêté papetier du 10 septembre 2020 opposable à l'établissement prescrit un suivi en continu du STR sans critère de flux horaire. L'inspection de la DREAL du 9 juin 2022 avait mis en évidence la nécessité que l'exploitant réalise un recollement à l'arrêté papetier. |
| Observations : L'établissement mentionnera dans son examen de recollement ce non respect de l'arrête papetier. L'établissement installera des dispositifs de mesure en continu du STR sur les chaudières de récupération TPL et STM, celui-ci devra être opérationnel au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023. Ils répondront aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté précité (QAL1, QAL2, QAL3 et AST). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Mesure en continu de paramètres

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Hcl, Fluor, COVNM, COV spécifiques, etc |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Mesure en continu selon le flux horaire |
| <p>Constats : L'exploitant a déclaré qu'il ne réalise aucune mesure en continu dans les fumées des chaudières TPL et STM sur les paramètres HCl, Fluor, COVNM, COV spécifiques, acide cyanhydrique, brome, chlore, hydrogène sulfuré.</p> <p>L'arrêté papetier impose un suivi en continu de ces substances en cas de dépassement des critères de flux horaires associés.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié que ces flux horaires ne sont pas atteints.</p> <p>L'inspection de la DREAL du 9 juin 2022 avait mis en évidence la nécessité que l'exploitant réalise un recollement à l'arrêté papetier.</p> |
| <p>Observations : L'établissement mentionnera dans son examen de recollement les flux horaires dans les fumées des 2 chaudières de récupération pour chacune de ces substances, et statuera sur la nécessité d'installer des dispositifs de mesure en continu pour ces paramètres sur les chaudières de récupération TPL et STM. Le cas échéant, les dispositifs de mesures répondront aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté précité (QAL1, QAL2, QAL3 et AST), ceux-ci devront être opérationnels au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Mesure NH3 en continu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 10.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure NH3 en continu |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si Flux horaire supérieur à 10 kg/h (7)</p> <p>Trimestrielle pour les chaudières de récupération équipées de RNCS (3).</p> <p>En continu pour les autres installations.</p> <p>(3) Le préfet peut fixer une périodicité de surveillance différente.</p> <p>(7) Pour les chaudières de récupération équipées de RNCS, la surveillance s'applique sans condition sur le flux</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a déclaré qu'il ne réalise aucune mesure en continu dans les fumées des chaudières TPL et STM sur le NH3.</p> <p>L'arrêté papetier impose un suivi en continu de cette substance selon le flux et la présence ou non d'un dispositif de réduction non catalytique sélective.</p> <p>L'inspection de la DREAL du 9 juin 2022 avait mis en évidence la nécessité que l'exploitant réalise un recollement à l'arrêté papetier.</p> |
| <p>Observations : L'établissement mentionnera dans son examen de recollement le flux horaire de NH3 dans les fumées des 2 chaudières de récupération, et statuera sur la nécessité d'installer des dispositifs de mesure en continu pour ce paramètre sur les chaudières de récupération TPL et STM. Le cas échéant, les dispositifs de mesures répondront aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté précité (QAL1, QAL2, QAL3 et AST), ceux-ci devront être opérationnels au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Mesure annuelle de formaldéhyde

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure annuelle de formaldéhyde |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les concentrations en COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux dans les gaz résiduaux sont mesurées une fois par an. Cependant, pour les installations d'une puissance supérieure ou égale à 100 MW autorisées après le 31 juillet 2002, à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant le 31 juillet 2001 pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003, la fréquence est trimestrielle. La mesure trimestrielle devient annuelle si les résultats obtenus après un an de surveillance dans des conditions de fonctionnement similaires sont peu dispersés. Les exigences relatives à la fréquence de surveillance des émissions de COVNM, de formaldéhyde, de HAP et des métaux ne s'appliquent pas lorsque le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel, du biométhane, du GPL ou de l'hydrogène, sauf dispositions contraires de l'arrêté préfectoral. |
| Constats : La chaudière AEE est soumise à l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110. Les chaudières de récupération STM et TPL y sont également soumises, sauf à son article 10. En conséquence, pour ces trois chaudières, il est prescrit une mesure annuelle des concentrations en formaldéhyde dans les fumées (article 28). L'exploitant a indiqué qu'il ne fait pas réaliser ces mesures. |
| Observations : L'exploitant réalisera ces mesures de concentration en formaldéhydes sur chacune des chaudières dans un délai qui n'excédera pas 30 jours consécutivement au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023, et les réalisera ensuite à périodicité annuelle. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Mesure annuelle des HAP

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure annuelle des HAP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les concentrations en COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux dans les gaz résiduaux sont mesurées une fois par an.</p> <p>Cependant, pour les installations d'une puissance supérieure ou égale à 100 MW autorisées après le 31 juillet 2002, à l'exception de celles qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant le 31 juillet 2001 pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003, la fréquence est trimestrielle. La mesure trimestrielle devient annuelle si les résultats obtenus après un an de surveillance dans des conditions de fonctionnement similaires sont peu dispersés.</p> <p>Les exigences relatives à la fréquence de surveillance des émissions de COVNM, de formaldéhyde, de HAP et des métaux ne s'appliquent pas lorsque le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel, du biométhane, du GPL ou de l'hydrogène, sauf dispositions contraires de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Constats : La chaudière AEE est soumise à l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110. Les chaudières de récupération STM et TPL y sont également soumises, sauf à son article 10.</p> <p>En conséquence, pour ces trois chaudières, il est prescrit une mesure annuelle des concentrations en HAP dans les fumées.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne fait pas réaliser ces mesures que sur la chaudière AEE.</p> <p>Observations : L'exploitant réalisera ces mesures de concentration en HAP sur chacune des 2 chaudières manquantes dans un délai qui n'excédera pas 30 jours consécutivement au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023, et les réalisera ensuite à périodicité annuelle comme pour la chaudière AEE.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Mesure annuelle des dioxines et furanes

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesure annuelle des dioxines et furanes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, les concentrations en dioxines et furanes, en HCl et en HF dans les gaz résiduels sont mesurées une fois par an. Cette fréquence peut être adaptée par arrêté préfectoral en fonction des résultats de mesures.</p> |
| <p>Constats : La chaudière AEE est soumise à l'ensemble des dispositions de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.</p> <p>En conséquence, pour cette chaudière, il est prescrit une mesure annuelle des concentrations en dioxines et furanes dans les fumées.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne fait pas réaliser ces mesures que sur la chaudière AEE que tous les 2 ans conformément à l'arrêté préfectoral de l'établissement du 10 janvier 2019.</p> <p>L'arrêté ministériel et l'arrêté préfectoral n'étant pas homogène dans leurs prescriptions respectives, la prescription la plus contraignante doit être appliquée.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant réalisera désormais cette mesure de concentration en dioxine et furane à périodicité annuelle pour la chaudière AEE. Il fera réaliser une mesure dans un délai qui n'excédera pas 30 jours consécutivement au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Combustible Liqueur noire

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Incinération de la liqueur noire |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Champ d'application</p> <p>a) Les présentes règles s'appliquent aux installations internes et collectives d'incinération, de co-incinération et de vitrification de déchets non dangereux visés par le décret du 18 avril 2002 susvisé, notamment les déchets ménagers et assimilés, les déchets industriels banals et les boues de station d'épuration non dangereuses et aux installations internes et collectives incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a indiqué que les chaudières TPL et STM brûlent de la liqueur noire. Les fiches techniques combustion du 22 novembre 2019 émises par le DGPR et le DGEC précisent que la liqueur noire est un déchet (fiche combustion B). Or, les chaudières à liqueur noire STM et TPL ne sont pas classées pour l'incinération de déchets (rubriques 277x).</p> <p>Considérant les caractéristiques de la liqueur noire, il est possible que cette substance réponde à la définition d'un sous-produit au sens de la directive n°2008/98/CE, pour cela il faut justifier que ce résidu de production :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a un pouvoir calorifique intéressant et que la totalité du résidu sera utilisée en combustion ; - ne nécessite pas de traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes pour être utilisé en combustion (notamment pas de traitement servant à l'extraction de polluants) ; - est produit en faisant partie intégrante d'un processus de production, c'est-à-dire que sa production est inévitable lors de la fabrication du produit final recherché par l'exploitant ; - a une composition constante dans le temps ; - répond à toutes les prescriptions relatives aux produits (norme par exemple, respect de REACH, etc.) ; - n'aura pas d'incidences globales négatives pour l'environnement et la santé humaine : pour cela, une caractérisation physico-chimique du résidu et des gaz de combustion du résidu sont nécessaires. <p>Il faut également prouver que les techniques de combustion et de traitement des fumées et la surveillance associée permettent de maîtriser dans la durée l'impact sanitaire et environnemental associé. Le fait que l'arrêté papetier du 10 septembre 2020 encadre spécifiquement les chaudières utilisant de la liqueur noire peut permettre de répondre au point 6, sous réserve de respecter en tous points ses dispositions en termes de VLE et suivi en continu des rejets, dans ce cadre, les deux chaudières de récupération ne seraient pas à classer en rubrique 277x.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant apportera sous 1 mois toutes les justifications nécessaires à la démonstration que sa liqueur noire revêt le caractère de sous-produit. Le cas contraire, les chaudières devront être classées en rubrique 277x et respecter les dispositions réglementaires applicables.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, QAL1, paramètre poussières, chaudière AEE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. |
| Constats : L'inspection a contrôlé le certificat QAL1 du système automatique de mesure (AMS) des poussières de la chaudière AEE (date de validité, étendue de mesure certifiée et plage de mesure possible). Aucun écart n'a été constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2019, article 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, QAL1, paramètre poussières, chaudière TPL |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Norme NF EN 14792 opposable |
| Constats : L'inspection a contrôlé le certificat QAL1 du système automatique de mesure (AMS) des poussières de la chaudière TPL (date de validité, étendue de mesure certifiée et plage de mesure possible). Aucun écart n'a été constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, AMS – QAL2 chaudière AEE |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 |
| Constats : L'inspection a contrôlé le rapport du dernier contrôle QAL2 du système automatique de mesure (AMS) des poussières, CO et NOx de la chaudière AEE. Aucun écart n'a été constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2019, article 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, AMS – QAL2 poussières chaudières TPL et STM |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Normes applicables citées dans le tableau de l'article 14 pour les différentes substances |
| Constats : L'inspection a demandé le rapport du dernier contrôle QAL2 du système automatique de mesure (AMS) des poussières, CO, Nox et SO2 des chaudières STM et TPL. L'exploitant a indiqué qu'il ne fait pas réaliser de contrôle QAL2 sur les poussières pour les chaudières TPL et STM. Cela est pourtant requis au titre de l'article 14 de l'APC du 10 janvier 2019 de l'établissement. |
| Observations : L'exploitant fera réaliser un contrôle QAL2 des AMS poussières de ses chaudières TPL et STM dans un délai qui n'excédera pas 30 jours consécutivement au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023. Il pérennisera la surveillance régulière de ces deux AMS poussières (mise en place de l'AST et des QAL2 et QAL 3). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, AMS – QAL2 Sox chaudières TPL et STM |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p> |
| <p>Constats : L'inspection a demandé le rapport du dernier contrôle QAL2 du système automatique de mesure (AMS) des poussières, CO, Nox et SO2 des chaudières STM et TPL.</p> <p>L'examen du rapport du contrôle QAL2 réalisé du 8 au 10 décembre 2021 a montré que le QAL2 du paramètre SO2 n'a pas été réalisé avec succès.</p> <p>Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué que le QAL 2 du SO2 n'est jamais concluant car les AMS installés sur les chaudières TPL et STM ne mesurent que le SO2. Or, l'organisme de vérification ayant réalisé le QAL2, la société SOCOTEC, mesure quant à elle tous les oxydes de soufre, y compris le SO3. Or, les deux chaudières de l'exploitant émettraient des SO3 dans des proportions suffisantes pour que le QAL2 ne puisse pas être satisfaisant (émissions dues au procédé bisulfite d'ammonium).</p> <p>Contrairement à l'APC de l'établissement du 10 janvier 2019, l'arrêté papetier du 10 septembre 2020 fixe une VLE sur les oxydes d'azote (tous y compris le SO3). Or ce dernier arrêté est opposable. L'AMS de l'exploitant n'est donc pas suffisant pour satisfaire à son obligation issue de l'arrêté papetier.</p> <p>L'exploitant a indiqué n'avoir pas réussi à trouver d'AMS susceptible d'analyser en continu les SO3 de ses deux chaudières TPL et STM.</p> |
| <p>Observations : L'inspection a effectivement constaté qu'il n'existe pas d'AMS reconnu QAL1 pour la mesure en continu du SO3. Il existe cependant sur le marché au moins un analyseur en continu pour le SO3 sur le marché (non QAL1).</p> <p>En conséquence, l'exploitant retiendra l'une des deux possibilités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit l'établissement s'équipe d'un AMS pour le suivi en continu du SO3 non qualifié QAL1, - soit l'établissement démontre à la DREAL qu'il existe une corrélation entre les quantités de SO3 et de SO2 dans les fumées des chaudières STM et TPL, ce qui permettra de suivre les émissions totales en oxydes de soufre. Les résultats des différents contrôle QAL2 réalisés par le passé pourront peut-être permettre d'établir si une telle corrélation existe. <p>La solution retenue devra être opérationnelle au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023.</p> <p>Enfin, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter la VLE applicable aux oxydes de soufre issue de l'arrêté papetier, celles-ci devront être opérationnelles au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023. L'exploitant informe la DREAL des dispositions retenues pour ce faire.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Assurance Qualité des AMS – AST

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – AST |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST. |
| Constats : L'inspection a contrôlé le rapport du dernier contrôle AST du système automatique de mesure (AMS) des paramètres O ₂ , H ₂ O, CO, CO ₂ et NO _x de la chaudière AEE. Celui-ci a été émis en date du 30 mars 2022. Aucun écart n'a été constaté |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 16 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL3 |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 |
| Constats : L'inspection a demandé les rapports QAL3 sur le paramètre des poussières des 3 chaudières. L'exploitant a indiqué qu'aucune des chaudières ne fait l'objet du contrôle QAL3 sur le paramètres poussières (alors que les autres paramètres sont suivis tous les 2 mois). |
| Observations : L'exploitant mettra en place le contrôle QAL3 sous 1 mois, à périodicité régulière, pour chacun des 2 AMS poussières des chaudières AEE et TPL. Le contrôle QAL3 sera mis en place sur la chaudière STM dès lors que l'AMS aura été remis en service suite à la mise en place d'une technique d'abattement des poussières, le rendant ainsi à nouveau opérationnel. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 17 : VLE poussières des chaudières de récupération

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 6.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, VLE poussières des chaudières de récupération |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : VLE poussières totales : 80 mg/Nm3 pour les chaudières de récupération |
| Constats : L'arrêté papetier du 10 septembre 2020 est opposable à l'établissement. Il prévoit des VLE pour le paramètres « poussières totales dans ses dispositions générales à l'article 6.7 à hauteur de 80 mg/Nm3 pour les chaudières de récupération. Les dispositions générales sont complétées par des dispositions particulières à l'article 6.8. Dans ce dernier article une VLE poussières totales à 20 mg/Nm3 est prévue pour les chaudières de récupération dans les usines de pâtes à papier utilisant le procédé au bisulfite, excepté pour les usines à base d'ammonium. L'établissement étant une usine ayant un procédé à base d'ammonium, la VLE de 20 mg/Nm3 ne lui est pas applicable. L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 prévoyait une VLE de 150 mg/Nm3. En conséquence, la VLE poussières totales opposables aux deux chaudières de récupération TPL et STM de l'établissement est de 80 mg/Nm3. |
| Observations : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter la VLE poussières totales de 80 mg/Nm3 sur les deux chaudières de récupération STM et TPL, celles-ci devront être opérationnelles au redémarrage de l'installation après l'arrêt technique de mars 2023. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |